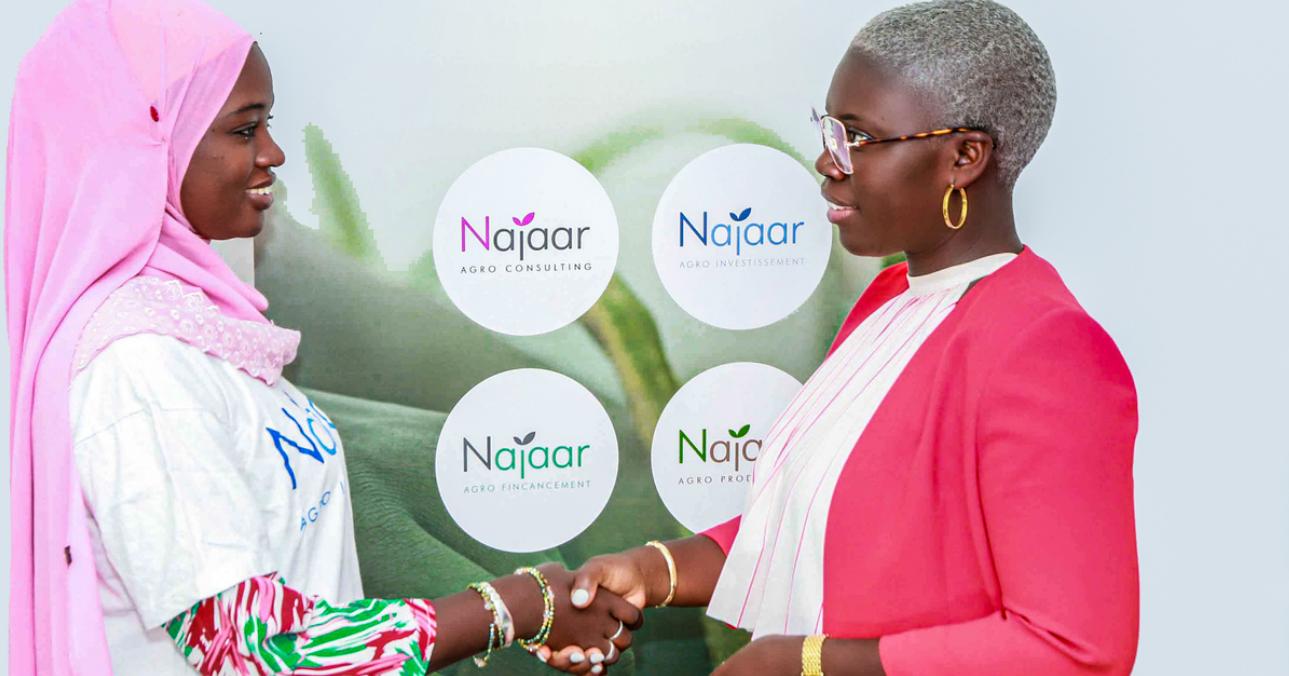


LA QUESTION DE L'EMPLOI DES JEUNES DANS LE SECTEUR AGRICOLE : UNE ÉQUATION COMPLEXE AUX MULTIPLES SOLUTIONS

NEWSLETTER JANVIER 2025



L'un des principaux défis auquel est confronté le nouveau gouvernement de Son Excellence [REDACTED] YE, Président de la République du Sénégal, réside dans la question de l'emploi des jeunes. Ces derniers, ayant placé leur confiance dans le projet et l'alternance au Sénégal, se sont également mobilisés pour soutenir le Président du Pastef, [REDACTED], qui incarne leurs aspirations sociétales. Ils constituent l'avenir du continent africain et affichent une détermination à contribuer à la réussite du projet national ainsi qu'au développement de leur pays. De nombreux jeunes choisissent de prendre la mer pour fuir une pauvreté persistante et un chômage endémique qui les affecte en grande partie.

L'État sénégalais a clairement manifesté sa volonté d'aborder cette problématique ; son ambition d'apporter une solution durable n'est plus à démontrer. Néanmoins, le défi lié à l'emploi des jeunes s'avère être un véritable casse-tête complexe, comparable à un serpent aux multiples têtes ou à une é-

quation comportant plusieurs inconnus.

Cependant, avec l'instauration d'une nouvelle politique agricole visant à revitaliser ce secteur, une opportunité significative se présente en matière d'emploi. En effet, le secteur agricole peut constituer un levier essentiel pour générer des emplois destinés aux jeunes sans qualifications professionnelles, aux femmes ainsi qu'aux diplômés des établissements de formation professionnelle.

Avant d'aborder les solutions, il est essentiel de souligner qu'il n'existe pas une unique réponse à cette problématique, mais plutôt plusieurs approches conjoncturelles et structurelles qui devront être mises en œuvre.

Nous examinerons certaines questions historiques et contemporaines qui doivent être prises en considération afin de mieux appréhender le phénomène et d'élaborer des solutions adéquates.



L'agriculture toujours considérée comme le parent pauvre

L'agriculture a longtemps été perçue au Sénégal par les autorités passées comme un secteur dévalorisé. Dans nos familles rurales, ce sont souvent les enfants ayant rencontré des difficultés scolaires qui demeurent au village pour assister leurs parents dans la gestion de l'exploitation agricole. Les exploitations familiales sont traditionnellement considérées comme des moyens de subsistance pour la famille. Le paysan sénégalais ne cultive pas dans le but de s'enrichir, mais pour satisfaire les besoins fondamentaux de sa descendance.

Face à la pauvreté croissante, à la dégradation des sols et à la salinisation des terres cultivables, le Sénégal a observé une intensification du phénomène d'exode rural. Ce dernier se manifeste par le départ des jeunes, notamment ceux issus de familles agricoles, vers les centres urbains, en particulier vers Dakar, abandonnant ainsi leurs villages et leurs champs dans l'espoir de trouver un emploi susceptible de répondre à leurs besoins essentiels.

Au fil des années, ce phénomène s'est intensifié et, depuis peu, il se manifeste par des vagues de migrants qui mettent tout en œuvre pour rejoindre l'Europe ou l'Amérique à la recherche d'un avenir meilleur. Les jeunes fuient les villages où l'agriculture prédomine, car ils ne croient plus au potentiel de ce secteur pour générer la richesse de leur communauté.

Les problèmes liés à l'insertion des jeunes diplômés

Parallèlement, les exploitations agricoles rencontrent une pénurie croissante de main-d'œuvre non qualifiée, alors que des techniciens agricoles, récemment diplômés, sont disponibles sur le marché du travail. Ces techniciens issus des écoles professionnelles se voient contraints d'accepter des postes d'ouvriers agricoles, une situation qui ne reflète ni leur niveau de qualification académique ni leurs aspirations professionnelles. Face à cette pénurie de main-d'œuvre non qualifiée, les exploitations n'ont d'autres choix que de recruter ces techniciens dans des conditions précaires et temporaires.

En conséquence, bon nombre de jeunes techniciens et ingénieurs agricoles doivent parcourir diverses fermes ou entreprises formelles du secteur à la recherche d'un emploi stable et rémunérateur, un défi loin d'être aisé.

Certaines personnes, après plusieurs tentatives infructueuses, se voient contraintes de se tourner vers l'entrepreneuriat agricole. Cette transition représente un défi considérable pour eux, car ils abordent ce secteur avec des handicaps notables, notamment l'absence d'expérience et de ressources financières, qui sont des éléments essentiels à la réussite dans ce domaine. En effet, au-delà de la nécessité d'une solidité financière et d'une expérience significative, les entrepreneurs doivent également faire face à divers facteurs exogènes dont la méconnaissance peut entraîner l'échec du projet.

Les problèmes liés à l'insertion des jeunes diplômés

Ces dernières années ont vu l'émergence de nouveaux acteurs : des entrepreneurs majoritairement issus de la classe moyenne qui exercent leurs activités tant dans le secteur privé que public. Ces individus partagent une conviction forte en l'avenir de l'agriculture et la considèrent comme une opportunité d'affaires pouvant leur apporter prospérité. La plupart d'entre eux n'ont pas attendu le soutien gouvernemental pour investir leurs économies et créer des entreprises agricoles, qu'il s'agisse de fermes intégrées ou non, ainsi que d'exploitations produisant à grande échelle. Ces nouveaux acteurs représentent une alternative prometteuse pour offrir des emplois stables aux jeunes dans le secteur agricole.

En effet, les exploitations agricoles dépendent fondamentalement de la ressource humaine pour leur existence et leur développement. Elles se voient donc dans l'obligation d'intégrer au sein de leurs activités un grand nombre de jeunes susceptibles d'évoluer dans ce secteur. De nombreux entrepreneurs actifs dans ce domaine recrutent en moyenne entre 5 et 10 employés, qu'il s'agisse d'ouvriers agricoles qualifiés ou non, de techniciens agricoles, voire parfois d'ingénieurs.

Cependant, il est à noter que la majorité des travailleurs engagés dans ces exploitations ne sont pas souvent dotés de contrats de travail formels. Leur recrutement s'effectue sans contrat ni prise en charge adéquate, ce qui entraîne leur non-déclaration auprès des autorités administratives.

Par conséquent, ils ne figurent pas comme des travailleurs officiellement enregistrés, limitant ainsi les efforts pour réduire le taux de chômage des jeunes au Sénégal. Il convient de souligner que cette situation n'est pas le résultat d'un manque de volonté ; tout entrepreneur investissant ses économies dans un projet agricole aspire à en faire une activité rentable et prospère. Pour y parvenir, il est impératif d'avoir un personnel compétent, engagé et bénéficiant de bonnes conditions de travail.

De plus, l'ensemble de ces entrepreneurs a déjà prouvé, par le biais de leurs activités à risque, leur volonté d'investir dans ce secteur et la plupart d'entre eux sont résolument déterminés à réussir. Forts de plusieurs années d'expériences variées, certains ont rencontré des échecs, mais ont su se relever, tirer des leçons de ces revers et continuer à croire en leurs projets. D'autres ont certainement connu des succès notables, parfois éclatants, contribuant ainsi à la prospérité de leurs entreprises.

Quoi qu'il en soit, leurs profils font d'eux des acteurs qui bénéficient d'un préjugé favorable en tant qu'agents économiques pouvant soutenir la politique agricole de l'État et aider le Sénégal dans sa quête de solutions durables au problème de l'emploi. C'est dans cette dynamique que l'État du Sénégal peut saisir cette opportunité pour agir proactivement dans sa politique agricole afin d'apporter des réponses concrètes aux défis liés à l'emploi.





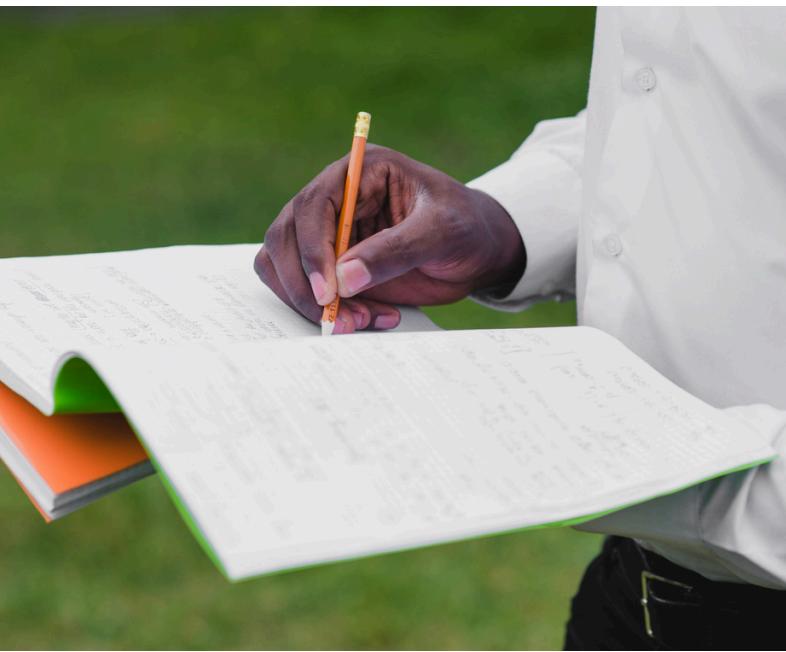
L'État doit saisir cette opportunité et agir proactivement

Ce processus doit s'inscrire dans une démarche proactive de gestion du changement. Pour obtenir l'adhésion du plus grand nombre d'acteurs évoluant dans ce domaine, il est essentiel que l'État du Sénégal reconnaissse sa position de demandeur ; c'est lui qui cherche à résoudre la problématique de l'emploi des jeunes et par conséquent, c'est lui qui doit faire l'effort d'embarquer tous les acteurs dans une même dynamique de changement.

Cette initiative proactive de l'État devrait s'organiser en deux phases. La première phase vise à encourager les acteurs concernés vers une formalisation rapide et progressive, tandis que la seconde phase consistera en un ensemble de mesures incitatives et d'actions destinées à soutenir ces agents économiques dans leur professionnalisation, ainsi qu'à favoriser une transformation organisationnelle de leurs outils de production et à renforcer leurs activités.

Fini cette façon de faire qui consiste à demander aux employeurs et fermiers de se formaliser avant bénéficier du soutien de l'État, car la majorité d'entre eux n'entreprendront pas cette démarche, ayant déjà pris le risque d'agir sans l'appui étatique.

De même, il est essentiel d'éviter la mise en place de structures (agences et organismes) qui demeurent inactives dans leurs bureaux à Dakar, se contentant de recevoir des dossiers au compte-goutte. Une telle approche ne sera pas efficace, car les entreprises en activité sont déjà habituées à leur mode de fonctionnement actuel, et peu d'entre elles entreprendront le processus complexe de formalisation qui représente un véritable parcours du combattant aujourd'hui.



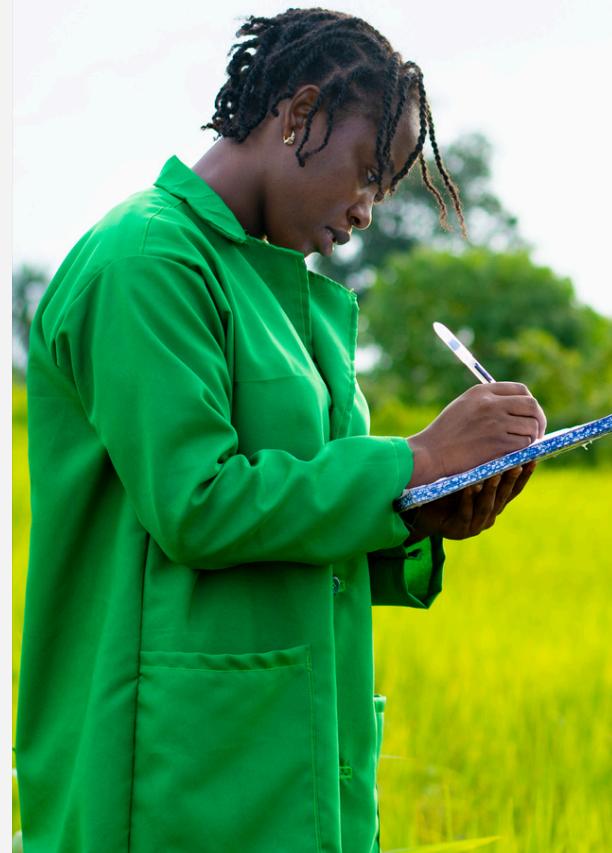
Les solutions concrètes à la portée de l'État

Pour résoudre ce problème efficacement, l'État devra lancer un vaste programme de gestion du changement qui se déclinera comme suit : il est crucial d'identifier les forces et les faiblesses des agents économiques, ainsi que les opportunités offertes par la formalisation et les contraintes potentielles auxquelles ils pourraient être confrontés.

À cet égard, il est essentiel d'établir un service opérationnel composé de professionnels chargés d'effectuer une tournée des collectivités locales afin de recenser toutes les exploitations agricoles qui y sont présentes. Une fois ce recensement effectué, il sera nécessaire de cartographier et de classifier ces exploitations en fonction de leurs activités, de leur taille et de leur zone géographique.

Par la suite, des équipes de spécialistes devront être dépêchées pour réaliser gratuitement un diagnostic stratégique pour chacune des exploitations existantes (forces, faiblesses, opportunités et mena-ces), suivi de recommandations et de plans d'action appropriés. Après cette étape, il sera important d'identifier celles qui sont prêtes à mettre en œuvre les solutions validées, en accord avec les ambitions du promoteur et les politiques publiques du Sénégal.

Il conviendra également de signer des conventions avec ces exploitations dans lesquelles elles s'engageraient à transformer les contrats précaires en contrat CDD ou CDI, en échange de mécanismes de financement, d'accompagnement technique et de suivi.



Perspectives

Enfin, il sera donc essentiel de faire appel à l'expertise des cabinets de conseil et des bureaux d'études spécialisés dans le domaine agricole, afin de soutenir et d'encadrer ce processus en collaboration étroite avec les institutions étatiques sénégalaises. Il est indéniable que ces diverses actions et initiatives, qui visent non seulement à renforcer les entreprises agricoles existantes mais également à favoriser l'emploi des jeunes au sein du secteur agricole, produiront des résultats probants à court ou moyen terme. Ce modèle pourra également être appliqué aux autres secteurs de l'économie sénégalaise dans le cadre de la promotion de l'emploi des jeunes.

Oscar R NDOUYE
CEO Najaar



Suivez-nous sur LinkedIn pour ne rater aucune de nos actualités agro-business

Contacts

Email : [REDACTED]
Tél : [REDACTED]
Site web : najaar.org

 @najaar